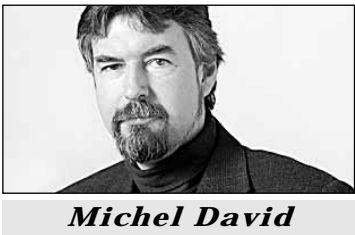


ACTUALITES



Michel David

Qui mène le bal?

Pauline Marois et les groupes de défense de la langue française réclament la démission de la présidente de l'Office de la langue française (OLF), France Boucher, qu'ils accusent d'avoir caché une étude inquiétante pour l'avenir du français à Montréal.

Selon l'ADQ, Mme Marois se trompe de cible. La coupable serait plutôt la ministre responsable de la Charte de la langue française, Christine St-Pierre, qui donne l'impression d'assister au débat sur la langue en simple spectatrice.

Bien entendu, personne ne va démissionner, et il serait prématuré pour le premier ministre Charest de remanier son cabinet. La question est néanmoins intéressante: qui, de la ministre ou de la présidente, mène le bal?

France Boucher est la fille de la défunte mairesse de Québec. Elle a fait ses classes avec Marc-Yvan Côté, à l'époque où il était le fier-à-bras du gouvernement Bourassa. Avec de tels antécédents, on ne doit pas s'attendre à ce que la présidente de l'OLF se comporte comme une simple fonctionnaire.

Ceux qui la connaissent peuvent témoigner qu'elle est aussi déterminée — ou entêtée, selon le point de vue — que l'était sa regrettée mère. Elle a également démontré dans le passé qu'elle est une redoutable opératrice et elle n'a certainement pas besoin d'un dessin pour comprendre ce qui peut devenir politiquement embarrassant. Il n'était pas étonnant d'apprendre qu'elle avait imposé un serment de confidentialité aux chercheurs engagés par l'OLF.

Mme Boucher a reconnu qu'elle avait elle-même décidé de retarder la publication de l'étude du démographe Marc Termote pour l'inclure dans le bilan quinquennal que publiera l'OLF dans quelques semaines. *«La ministre, elle ne tient pas le crayon, elle ne nous passe pas de commande»*, a-t-elle déclaré.

◆ ◆ ◆

Le gouvernement lui sera sans doute reconnaissant de revendiquer la responsabilité de cette cachotterie, mais c'est un peu trop facile. L'OLF n'est pas un organisme quasi judiciaire, qui peut faire valoir son indépendance.

Le gouvernement connaissait depuis longtemps l'existence de cette étude, dont la version finale avait été terminée dès août 2006. Il aurait très bien pu en exiger la publication. Dans la perspective de la commission parlementaire chargée d'examiner le nouveau plan d'immigration, il avait même l'obligation morale de le faire. Soit, il n'appartient pas à Mme Boucher de décider s'il est politiquement opportun de publier une étude ou non, mais la ministre a elle-même abdiqué sa responsabilité.

Cela dit, le PQ n'a pas de leçon à donner. À l'époque où il était au pouvoir, il ne s'était pas contenté pas de cacher des études. Il avait même tripoté celles du Conseil de la langue française (CLF) pour qu'elles soient plus compatibles avec ses intentions politiques.

Petit rappel. En septembre 1995, quelques semaines avant le référendum, la ministre responsable du dossier linguistique dans le gouvernement Parizeau, Louise Beaudoin, avait commandé une étude au CLF, alors présidé par Marcel Masse. À l'époque, peu de gens au gouvernement croyaient sérieusement aux chances du oui. Au lendemain de la défaite, un rapport alarmant sur l'avenir du français pourrait devenir un bon moyen d'entretenir la flamme nationaliste.

En février 1996, au moment de la publication de l'étude effectuée par la politologue Josée Legault et l'ancien président du CLF Michel Plourde, le contexte n'était plus du tout le même. Le constat inquiétant des auteurs était très difficile à concilier avec le nouveau discours de Lucien Bouchard, qui avait décidé de tendre la main à la communauté anglophone. On a donc commandé un deuxième rapport, un peu moins pessimiste, qui permettait de justifier la décision de ne pas renforcer la loi 101, comme le prévoyait le programme officiel du PQ.

À l'époque, Pauline Marois était ministre de l'Éducation dans le gouvernement Bouchard. Aujourd'hui, elle est plutôt mal placée pour reprocher à France Boucher de jouer un rôle *«politique et administratif en même temps»*.

◆ ◆ ◆

L'ancien président de l'OLF, puis du Conseil de la langue française, Pierre Étienne Laporte, qui a aussi été député libéral d'Outremont, assure qu'il ne lui est jamais arrivé de cacher une étude, même potentiellement explosive.

En mars 1993, il avait placé le gouvernement Bourassa dans une situation délicate en autorisant la publication d'une étude du CLF qui déconseillait de rétablir le bilinguisme dans l'affichage commercial, précisément au moment où Claude Ryan s'appêtait à le faire. *«Le rôle d'un conseil en est un de conseiller. Si le gouvernement veut faire autrement pour d'autres raisons, ça le regarde»*, avait-il déclaré.

Il faut dire que M. Laporte est un personnage hors norme, qui ne s'est jamais embarrassé de la ligne de parti. À l'époque où il était le porte-parole officielle de l'opposition libérale dans le dossier linguistique, il ne se gênait pas pour dire tout le bien qu'il pensait de son homologue ministérielle, Louise Beaudoin.

En règle générale, la question de la langue est cependant trop délicate pour échapper aux considérations politiques. Depuis trente ans, les gouvernements successifs se sont appliqués à placer des gens sûrs à la tête des organismes chargés d'appliquer la Charte de la langue française.

Ceux qui n'étaient pas «du bon bord» n'ont pas eu la vie facile. Quand les libéraux ont repris le pouvoir en 1985, Lise Bacon a livré une lutte sans merci à celui que le gouvernement péquiste avait nommé président du CLF, Jean Martucci, qui y a laissé sa santé.

C'est toutefois le PQ qui a en quelque sorte institutionnalisé la politisation de la recherche sur la situation linguistique. En vertu de la loi 104, adoptée en octobre 2002, le sous-ministre associé responsable de la politique linguistique siège désormais de façon permanente à l'OLF. Quelqu'un devrait peut-être en avertir la ministre.

mdavid@ledevoir.com

Avertissement de la Fondation des maladies du cœur

Air pollué, cœur malade

Faire son jogging à l'heure de pointe peut être dangereux pour la santé

La mauvaise qualité de l'air n'essouffle pas que les asthmatiques. Pareilles à du venin, ces petites particules ont aussi le pouvoir d'encrasser le cœur, une mécanique mal connue qui doit impérativement faire l'objet d'une attention soutenue, estime la Fondation des maladies du cœur.

LOUISE MAUDE RIOUX SOUCY

Le cœur s'accommode mal de la pollution atmosphérique. Et pas seulement les jours où le smog obscurcit le ciel. Dans son tout dernier bulletin de santé, la Fondation des maladies du cœur lève le voile sur une *«menace»* qui pèse toute l'année sur la santé cardiaque des Canadiens. Or cette épée de Damoclès serait encore largement méconnue du public comme des professionnels, a estimé hier la fondation, qui réclame une sensibilisation tous azimuts.

Le porte-parole de la fondation, le cardiologue George Honos, croit qu'il est grand temps pour lui et ses collègues de renouveler leur discours. *«Comme cardiologue, j'encourage bien sûr l'activité physique, mais je n'ai jamais spécifié à mes patients à quels moments il était le plus sécuritaire de le faire ni dans quelles conditions. Pourtant, il est clair que lorsque la qualité de l'air est mauvaise, à l'heure de pointe par exemple, cela peut s'avérer plus néfaste que bénéfique.»*

Entre la théorie et la pratique, il faudra toutefois encore beaucoup de recherches pour mieux moduler les interventions, croit le Dr Honos. *«Même les professionnels ignorent quel est un indice de qualité de l'air acceptable ou non. Il va falloir mener des recherches plus soutenues, d'autant que c'est un phé-*

nomène multifactoriel.» Certains individus sont en effet plus sensibles aux particules polluantes que d'autres, notamment les plus jeunes, les plus vieux, les asthmatiques et les diabétiques.

La plupart des chercheurs s'entendent toutefois pour dire que le lien entre maladies cardiaques et polluants atmosphériques est bien réel. Des études canadiennes, américaines et européennes montrent qu'une exposition courte ou prolongée à la pollution atmosphérique augmente le nombre de crises cardiaques de même que la fréquence des hospitalisations attribuées à des problèmes cardiaques. Ces maux se taillent d'ailleurs la place du lion lorsque l'on compile les décès attribués aux polluants atmosphériques au Canada, précise le Dr Honos. *«Sur 6000 décès, 69 % se présentent sous la forme d'une maladie du cœur ou d'un accident vasculaire cérébral.»*

Selon la fondation, une exposition à ce type de particules peut s'avérer aussi dommageable que de fumer la cigarette. À long terme, le risque de succomber à une maladie du cœur ou à un AVC augmenterait à chaque 10 microgrammes par mètre cube de particules en suspension pour atteindre les 94 % chez certains individus. À court terme, cet effet est à peine moins spectaculaire, précise le Dr Honos. *«Une augmentation de*

20 microgrammes peut augmenter de 69 % les risques de faire une crise cardiaque dans les 24 heures suivant l'exposition.»

Le Québec en queue de peloton

Les particules en suspension mises en cause ici sont principalement émises par l'industrie, les centrales électriques, les véhicules de même que les poêles à bois et les foyers. En général, Environnement Canada calcule que la norme acceptable de particules fines dans l'air devrait se situer à moins de 30 microgrammes par mètre cube, sur une période de trois ans, ce qui ne tient pas compte des différentes conditions médicales qui commandent des taux plus faibles.

Or le tiers des Canadiens respirent des taux supérieurs à la norme fixée par Environnement Canada. En 2005, le Québec arrivait en queue de peloton avec un indice de 42, derrière l'Ontario (40) et la Colombie-Britannique (34). Dans l'avenir, ces taux sont susceptibles de grimper encore dans toutes les régions du pays, estime Environnement Canada.

Hier, la fondation a invité les gouvernements fédéral et provinciaux à tout mettre en œuvre pour inverser la tendance. Selon le Dr Honos, l'heure est venue de se doter d'un indice de qualité de l'air régional diffusé quotidiennement dans la population. *«Il faut également penser à renforcer le transport en commun, à développer des infrastructures qui mettent le vélo et la marche au premier plan et à revoir nos standards en matière d'urbanisation.»*

Le Devoir

Nouvelle famille de toxiques

Les PBDE sont bannis en Europe mais autorisés au Canada

LOUIS-GILLES FRANCEUR

La présence croissante d'une nouvelle famille de toxiques dans l'environnement et les tissus humains au Canada, les PBDE, doit inciter le gouvernement canadien à passer immédiatement à l'action contre eux, contrairement à la tolérance dont ont bénéficié pendant des décennies les BPC (biphényles polychlorés).

C'est ce que soutient une spécialiste en toxicologie environnementale de l'Université de Sherbrooke, Larissa Takser, qui vient de découvrir que les polybromodiphényléthers (PBDE) peuvent provoquer une atrophie de la grande surrénale et une diminution de la corticostérone, deux éléments essentiels qui permettent à l'organisme de s'adapter au stress.

Analogie entre les BPC et les PBDE n'est pas fortuite, car les deux molécules toxiques agissent aussi sur la glande thyroïde des femmes enceintes en réduisant son activité. Comme le fœtus ne possède pas encore de thyroïde, ce sont les hormones de la mère qui assurent le développement du bébé, et en particulier de son cerveau. Une baisse des hormones chez une femme enceinte, explique Larissa Takser, peut affecter le développement cérébral des enfants. Des études américaines ont d'ailleurs relié ce problème à la hausse de l'hyperactivité chez des enfants et leur niveau d'anxiété.

Les PBDE ne sont pas réglementés au Canada alors que leur production et la vente de produits plastifiés qui en contiennent est totalement interdite en Europe. Comme les BPC, les PBDE sont des molécules qui augmentent la résistance à la chaleur. C'est pourquoi on les retrouve dans les textiles censés être ininflammables et dans les plastiques utilisés pour couvrir des fils électriques et dans les boîtiers d'ordinateurs, ou encore dans les pièces de plastique des voitures, notamment dans les mousses des sièges chauffants.

Les PBDE sont libérés dans l'air, ce qui explique leur présence aux quatre coins de la planète, tout comme les BPC. Une fois absorbés par l'organisme d'un humain ou d'un animal, ils s'accumulent dans les gras et, en nature, dans les sédiments où vivent les

premiers maillons de la chaîne alimentaire. Le problème de leur libération soudaine chez ceux qui suivent des régimes amaigrissants trop efficaces va devoir être étudié de près, car le phénomène pourrait provoquer des problèmes jusqu'ici sous-évalués, explique Larissa Takser.

Cette dernière estime que le taux de PBDE relevé en Amérique du Nord, où ce produit n'est plus produit mais où il demeure omniprésent en raison des importations asiatiques, est très alarmant. Ce taux double, dit-elle, tous les cinq ans, ce qui explique les concentrations inquiétantes relevées dans le lait maternel des Nord-Américaines.

Même si les études ont surtout ciblé jusqu'ici des animaux de laboratoire, Larissa Takser, soutient que *«l'exposition aux nouveaux polluants persistants présents dans l'environnement, tels que les PBDE, constitue un problème de santé publique alarmant»* et qu'il faut les contrôler *«avant qu'elles ne nous envahissent»*.

Santé Canada

Santé Canada se fait par contre rassurant parce que les études menées sur des animaux de laboratoire ont été faites avec des doses supérieures à celles relevées sur les humains. Selon le ministère fédéral, il faut faire le ménage plus souvent pour réduire le risque d'en absorber avec la poussière...

De son côté, la spécialiste du département de gynécologie-obstétrique estime que les molécules de la famille des PBDE sont particulièrement inquiétantes du fait qu'elles sont des modulateurs endocriniens susceptible d'avoir des impacts à des doses infinitésimales. En effet, contrairement aux métaux lourds, dont les impacts sur l'organisme augmentent avec la dose, les modulateurs endocriniens sont souvent plus dangereux à très petites doses, car notre système les confond avec les messages chimiques émis par des glandes du corps humain.

Il n'y a alors qu'une seule défense, dit-elle: exposition zéro, ce qui exige le bannissement pur et simple de la substance, comme en Europe.

Le Devoir

Gare aux émollients pour dissoudre le cérumen

PAULINE GRAVEL

Il y a quelque temps, une patiente s'est présentée à l'hôpital pour une perte d'audition après avoir utilisé un produit en vente libre destiné à dissoudre un bouchon de cérumen dans une oreille. Lorsqu'il a examiné l'oreille sensée être bouchée, l'oto-rhino-laryngologiste Sam Daniel y a découvert non pas du cérumen, mais une grosse perforation à l'origine de la réduction d'acuité auditive de la dame qui malheureusement s'est avérée permanente.

Le spécialiste, qui est aussi directeur du laboratoire des sciences auditives McGill situé à l'Hôpital de Montréal pour enfants, a alors cherché dans la littérature médicale ce qui avait été publié sur ces produits émollients à base de triéthanolamine polypeptide. Rien n'est ressorti de son enquête. Seul un article a été trouvé parmi les publications «vétérinaires» dans lequel on recommandait de ne pas utiliser ces produits chez les chiens, car ils induisaient une perte d'audition, raconte le Dr Daniel qui, du coup, a décidé d'étudier très sérieusement les effets engendrés par le Cérumenex, l'un de ces produits composés de triéthanolamine polypeptide, chez les chinchillas qui posèdent un appareil auditif très semblable à celui des humains.

«Le Cérumenex a été dévastateur pour ces petits animaux», relate le chercheur. *Il a induit une perte auditive de modérée à sévère en raison de la mort de cellules ciliées de la cochlée dans l'oreille interne. Or ces cellules ne se régénèrent pas, c'est pourquoi la perte d'audition est permanente. De plus, étant un produit abrasif, le Cérumenex peut provoquer une forte inflammation du conduit auditif chez les personnes dont la peau est particulièrement sensible.»* Compte tenu des effets délétères du Cérumenex qu'il a observés, le chercheur s'est empressé de publier les résultats de son étude dans la revue *The Laryngoscope* et d'en informer le grand public, et ce, avant même d'avoir terminé une seconde étude portant sur les produits génériques du Cérumenex.

Le Dr Daniel précise qu'il ne bannit pas catégoriquement l'usage de ces produits qui parviennent à éliminer efficacement le cérumen, communément appelé cire humaine. Il insiste pour que seules les personnes dont le tympan est intact et exempt de perforations y aient recours. Il prévient que, parmi toutes les personnes qui utilisent ces produits, plusieurs, sans le savoir, ont le tympan perforé parce qu'elles ont souffert d'otites à répétition, ou parce qu'on leur a installé des tubes pour traiter ces mêmes otites, ou parce qu'elles ont subi un traumatisme qui a endommagé leur tympan. Or lorsque le tympan est perforé, tous les produits que l'on introduit dans le conduit auditif peuvent pénétrer dans l'oreille interne et y détruire les cellules nerveuses s'ils sont toxiques comme le Cérumenex.

Le Dr Daniel s'inquiète tout particulièrement du fait que ces produits sont vendus sans ordonnance dans toutes les pharmacies. *«Si on ne sait pas si nos tympan sont perforés, il est recommandé d'aller voir son médecin de famille ou son pédiatre, les deux seront en mesure de voir s'il y a perforation ou non»*, affirme le spécialiste.

Mais que faire pour déloger le cérumen qui nuit à l'audition sans endommager le système auditif? La première recommandation qu'émet le Dr Sam Daniel est de *«laisser le cérumen tranquille. La plupart des gens qui se retrouvent avec des bouchons de cérumen sont ceux qui enfoncent le cérumen dans le conduit auditif à l'aide de cotons-tiges. En introduisant des cotons-tiges, ils irritent du coup les glandes cérumineuses du conduit qui produisent alors encore plus de cérumen. Or le conduit auditif est autonettoyant, en se régénérant la peau déloge le cérumen»*.

Les personnes qui souffrent d'une production excessive de cérumen en raison de leur génétique particulière devraient consulter leur médecin de famille pour déloger les bouchons de cérumen, souligne-t-il. Il existe néanmoins certains produits sécuritaires que l'on peut utiliser soi-même. Parmi ceux-ci figurent le peroxyde dilué, l'huile de bébé et EARigate, un dispositif qui projette un jet d'eau de mer dans l'oreille sans toutefois frapper contre la membrane tympanique.

Le Devoir



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Un avocat différent

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

NOURAIE



TAPIS DE PERSE

Tapis Nouraie vous offre la plus grande sélection de tapis persans et orientaux de haute qualité. La collection est composée de tapis de diverses tailles provenant de villes persanes telles Tabriz, Nain et Isfahan.

15% à 50% de rabais

OGILVY
depuis 1966

Boutique au 5^e étage
Sainte-Catherine O. et de la Montagne
514.842.7711 poste 325 - ogilvycanada.com